

# D

## es flux financiers moins actifs

Après avoir connu au cours des années récentes les taux de progression les plus élevés depuis le début des années 90, la distribution de crédits par le système bancaire local a ralenti au cours de l'année ; son rythme de progression atteignant 7,3 % contre 12,4 % en 2007. L'encours de créances saines s'établit à 11,9 milliards d'euros, en progression de 0,8 milliard d'euros, soit + 7,1 % sur un an (contre + 1,3 milliard d'euros en 2007).

### Décélération des crédits à l'investissement et à l'habitat

La décélération des crédits d'investissement aux entreprises est très nette, avec une croissance limitée à 182 millions d'euros, soit + 6,6 %, contre + 13,2 % en 2007. Il en est de même pour le financement de l'habitat des ménages qui voit sa croissance se limiter à 270 millions d'euros, soit + 7,1 % contre + 11,1 % en 2007. Ce dernier type de financement représente toujours le premier encours de crédit à La Réunion et capte un peu plus d'un tiers de l'ensemble des financements locaux.

Cette décélération intervient dans un contexte de forte variation des taux d'intérêts des crédits aux entreprises qui, après avoir fortement augmenté au cours du premier semestre de l'année, en liaison avec le renchérissement des refinancements bancaires, ont bénéficié de la détente du marché interbancaire et ont retrouvé, en janvier 2009, leur niveau du début de l'année 2008.

La dégradation de la situation économique réunionnaise s'est traduite en fin d'année par une remontée du taux de créances douteuses portées par les établissements de crédit locaux qui s'établit à 4,9 % de l'ensemble des concours consentis, contre un minimum de 4,7 % enregist-

tré fin 2007. Ce ratio demeure cependant très en-deçà des niveaux atteints à la fin des années 90 (avec un maximum de 12,3 % en septembre 1996).

### Croissance très modérée de la collecte

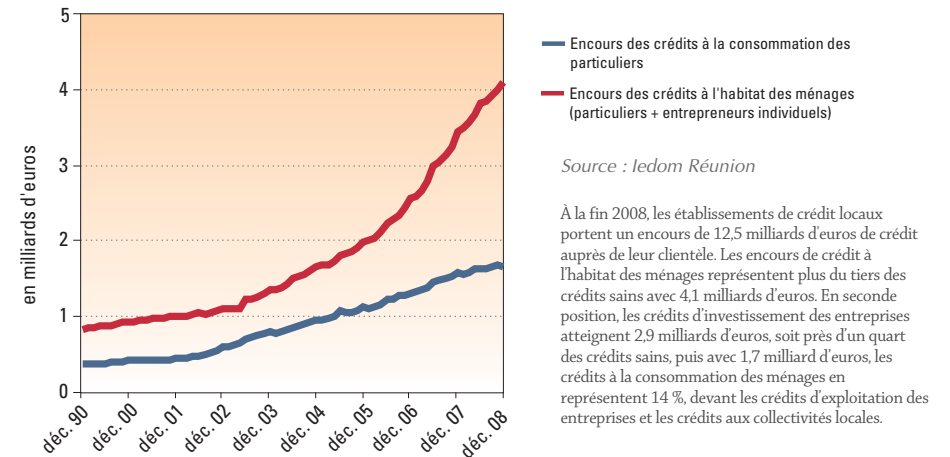
Les actifs financiers collectés auprès des agents économiques par le système bancaire réunionnais continuent de progresser au cours de l'exercice 2008, mais à un rythme qui s'est nettement ralenti. L'épargne totale collectée s'élève à 10,1 milliards d'euros à fin décembre 2008, en très faible progression sur l'année (+ 0,6 %, soit + 59 millions d'euros).

Les actifs financiers des ménages - qui constituent 72 % de l'ensemble de la collecte - se renforcent à hauteur de 2,5 % (contre + 6,9 % en 2007), ce qui ne permet pas de compenser la forte diminution de la collecte auprès des sociétés non financières (- 5,4 %).

Les placements liquides (livrets A, comptes à terme,...) constituent la seule catégorie d'actifs financiers en progression, ils ont en effet bénéficié tout au long de l'année 2008 du relèvement des taux d'intérêt servis et de la confiance dans la qualité des placements. Ils s'inscrivent en hausse de 6,8 %, soit 234 millions d'euros de collecte supplémentaire. Ces placements avaient déjà affiché la plus forte croissance en 2007 (+ 12,7 %, soit + 387 millions d'euros).

Les dépôts à vue s'inscrivent en recul de 2,8 % (soit - 92 millions d'euros). Il s'agit d'un des plus forts ralentissements enregistrés de ce type de placement depuis plus de vingt ans. L'épargne à long terme suit une tendance identique et s'inscrit en retrait de 2,4 % (- 83 millions d'euros).

### Évolution des encours de crédit à l'habitat et à la consommation des établissements de crédit locaux(1990-2008)



Avec 36,2 % de l'épargne totale collectée dans le département, les placements liquides constituent la forme de placement préférée des agents économiques réunionnais. Le poids relatif des dépôts à vue (31 % à fin 2008) demeure malgré tout relativement stable dans le temps, s'établissant en moyenne aux alentours de 30 % au cours des années récentes, avec une légère tendance à la hausse depuis 2001. Pour mémoire, les dépôts à vue ne représentaient en moyenne que 25 % des placements financiers des agents économiques à la fin de la décennie 1990. L'épargne à long terme - qui regroupe les placements financiers impliquant une durée de détention sur une longue période, du fait de la réglementation fiscale ou des risques d'évolution des marchés financiers - représente 33 % des placements financiers détenus par les agents économiques réunionnais. ♦

Jérôme SCHMEITZKY  
Iedom Réunion

### La rentabilité des principaux établissements de crédit

En dépit d'un niveau satisfaisant de leur activité commerciale, les principales banques de la place demeurent confrontées à une diminution tendancielle de leurs marges d'intermédiation qui limite leur rentabilité. La hausse de leurs coûts de refinancement n'a été que partiellement répercutée sur les taux proposés à la clientèle. Dans ce contexte, la dégradation de la qualité des porte-feuilles et la hausse des dotations aux provisions qu'elle a engendrée pèsent sur leur rentabilité d'exploitation.